

éditorial

DE CLICHY A GENNEVILLIERS

CE week-end de la Pentecôte marquera pour notre Parti une date doublement importante.

- Sur le plan de son histoire intérieure tout d'abord, puisqu'un accord politique a été réalisé entre ses deux tendances, lui permettant d'affronter les prochaines luttes avec cohésion et efficacité.

Cet accord marque la fin d'une période difficile où l'opposition entre les courants internes affaiblissait le Parti et nuisait à son extension.

Puissions-nous, tous, en tirer les leçons et sans rancune ni rappel du passé prendre la détermination de travailler fraternellement à la défense de nos idéaux.

Ce resserrement de notre unité politique dans le cadre démocratique du parti ne peut qu'être un fait positif pour les forces de la gauche française.

- Surtout au moment où une nouvelle évolution de la S.F.I.O. remet en cause les chances d'unité du socialisme.

•

Nous ne sommes pas étonnés de la décision prise à Clichy — Gilles Martinet l'avait prévue dans le précédent numéro de *T.S.* Elle était la conséquence inévitable de la radicalisation évidente de la S.F.I.O., de ses

contradictions politiques dans les alliances des récentes élections municipales, de ses choix historiques à Suez, en Algérie ou au 13 mai. La constance de cette évolution étant chaque fois signalée par un abandon des principes socialistes. Chaque fois également, bien mis en condition par un appareil politique vieillissant mais efficace, les adhérents S.F.I.O. demeuraient silencieux et obéissants. Etait-ce résignation ou complicité ?

Toujours est-il qu'en vingt ans la S.F.I.O. a vu ses effectifs passer de 350.000 à 73.000. Et encore, dans ce nombre, la proportion des « obligés » est-elle largement plus importante que celle des militants.

Defferre l'a donc, dit-on, emporté sur Mollet. Sa motion initiale étant « gauchie » par un rappel à la laïcité et par une porte entrebâillée sur une très lointaine perspective de dialogue avec le Parti communiste.

Pour nous, Mollet ou Defferre, cela n'a pas beaucoup d'importance. En réalité, les alliances souhaitées par les deux hommes sont les mêmes. Seule la méthode pour y parvenir est différente.

A Clichy, la S.F.I.O. a dit oui à l'irréversible évolution centriste de Defferre, même si le léger gauchissement du texte final marque une tendance à vouloir gêner le M.R.P. Plus le temps passe, plus il devient difficile de faire échouer l'entreprise defferriste. Et la S.F.I.O., eu restant très en retrait sur les éléments programmatiques, a commencé en son sein le processus de liquidation des exigences

socialistes. C'est en ce sens que le socialisme est sorti vaincu de Clichy. Les rappels symboliques ne peuvent plus arriver à cacher cet abandon.

La Fédération verra-t-elle le jour ?

Certes, le M.E.P. analysant le texte, trouvera étrange cette docilité de la S.F.I.O. Il cherchera s'il y a un piège. Il demandera à Defferre de nouvelles assurances qui ramèneront un texte encore plus anodin sur les « points chauds » de la laïcité et des rapports avec le P.C.

Mais, même si le M.R.P. camouflait ses réserves en les faisant présenter par le Comité des démocrates, je ne vois pas, au stade où on en est, comment échouerait une nouvelle transaction. Il eût fallu pour cela que la S.F.I.O. demeure socialiste et impose une limite politique franche et nette à toute association contractuelle.

On va donc négocier, sans grand enthousiasme, entre les « grands » cependant que dans la coulisse les « petits » piafferont et se donneront de l'importance. Déjà les états-majors des « clubs », sans consulter leurs adhérents, ont donné leur accord rapide. Ainsi, dans ce climat, la future Fédération nous éclaire sur la solidité et le sérieux de son avenir. Elle prête plus à l'ironie du gaullisme qu'à son inquiétude.

Elle est la conséquence d'une conception politique erronée qui, sous prétexte de simplification politique, voudrait faire croire à un faux dynamisme de la tentative du maire de Marseille. Et nous ne nions pas que même à gauche des hommes seront abusés. Mais ils reviendront vite de leurs erreurs.

•

Cette Fédération ne pourra en fin de compte qu'esquiver les vrais problèmes.

L'antigaullisme d'anciens gaullistes, l'esprit réformateur d'éléments bourgeois et l'opportunisme de pseudo-socialistes ne suffiront pas à donner une unité à cet assemblage artificiel.

Il faut autre chose que des déceptions, des contradictions et des reniements pour triompher du gaullisme et de son chef.

Tant que les promesses berceront les illusions des « Fédérés », l'alliance durera peut-être mais, à l'heure de l'échec, on verra alors se reclasser tous ces faux alliés : ils

retrouveront leurs camps naturels.

Les leaders M.R.P. regretteront leur électorat et Pflimlin accueillera les brebis égarées.

Les réformateurs « éclairés » du néo-capitalisme retourneront à l'autodéfense de leurs intérêts.

Les désabusés constateront à nouveau leur solitude.

Et si cela n'arrive pas en décembre 1965 ce sera pour les législatives, en 1967, ou avant.

D'étranges législatives où chacun espère dès maintenant pouvoir sceller de bonnes et saintes alliances... à moins que la répartition des sièges n'entraîne de sombres drames où à tour de rôle S.F.I.O., M.R.P., radicaux, indépendants, démocrates joueront les traîtres du répertoire... Au mépris bien entendu des électeurs qui chercheront peut-être à comprendre la recette de cette mauvaise cuisine.

Comment, par exemple, en mettant dans le même sac : Bertrand Motte, Lecanuet, Félix Gaillard, André Morice, Ratstoin, Charles Hernu, Guy Mollet et François Mitterrand, on peut tout à la fois les mettre d'accord pour :

- municipaliser les terrains à bâtir ;
- attribuer les fonds publics aux écoles publiques ;
- planifier démocratiquement l'économie ;
- nationaliser les banques d'affaires, c'est-à-dire sur les points du programme de la Charte defferriste, dont on remarquera par ailleurs le vague et l'imprécision.

A telle enseigne qu'on peut se demander à quoi en réalité ressemblera cette fédération :

- à un néo-gaullisme sans envergure ;
 - à un cartel des *non* nouvelle mouture ;
- ou à un bureau de placement.

De toute manière nous prenons dès maintenant rendez-vous pour dresser le constat de l'échec de cette opération centriste cautionnée par la S.F.I.O.

Mais finalement nous nous demandons si cette expérience n'est pas nécessaire.

Elle va permettre de rassembler tous ceux qui entendent rester fidèles aux conceptions socialistes. Elle va ouvrir les yeux à bien des travailleurs jusqu'ici trop crédules. Elle va reclasser les vrais socialistes.

C'est pour toutes ces raisons que le P.S.U. entend continuer son action politique toujours

dans le même sens.

Ce n'est pas une raison parce que la S.F.I.O. décide, pour soutenir l'opération defferriste, de se désolidariser du combat de la gauche, que ce combat ne continue pas.

•

Le P.S.U. garde l'espoir que les forces de gauche sauront se regrouper.

Pour faciliter cette union, le P.S.U. leur proposera très bientôt un programme basé sur les options de sa précédente plate-forme présidentielle.

Ce programme sera conçu pour être une véritable alternative socialiste au gaullisme.

Il opposera au régime non pas l'aménagement des institutions créées par lui, mais la construction d'une démocratie nouvelle.

Il opposera au néo-capitalisme non pas des recettes technocratiques mais la réalisation de grandes réformes de structure ouvrant la voie à une économie socialiste.

Il opposera au Plan Fouchet une véritable réforme de l'Enseignement conçue avec les syndicats d'enseignants et les associations de parents d'élèves dans le respect de la laïcité.

Il opposera au nationalisme gaulliste non pas le retour au conformisme atlantique mais la lutte pour une Europe indépendante.

Aux équivoques gaullistes, aux insuffisances du « nouvel horizon » defferriste, le P.S.U. opposera une solution de gauche claire, précise et réalisable.

Ce contrat qui respectera les options fondamentales socialistes, telles que les militants du Parti les ont acceptées hier à leur IV^o Congrès national, sera appelé à être le support politique indispensable à la candidature d'un homme de gauche.

Il devra en faciliter la désignation par toute la gauche.

C'est de cette manière-là que le P.S.U. entend se distinguer de la Fédération démocrate et centriste de Defferre et de la S.F.I.O.

C'est ainsi que se justifiera le propos de Pierre Bérégovoy : « Le Congrès du P.S.U. à Gennevilliers, c'est celui de la nouvelle chance du socialisme. »

Harris Puisais